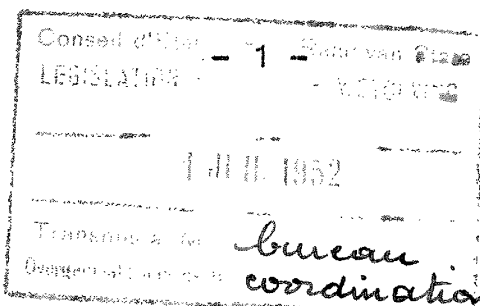


GK.



L. 2933/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 27 mai 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux épreuves à passer par les officiers de la Force navale pour accéder au grade de Capitaine de corvette, Capitaine-technicien, Major des Services", a donné en sa séance du 4 juin 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 27e Mei 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de proeven door de officieren van de Zeemacht te ondergaan voor het bekomen van de graad van Korvettenkapitein, Kapitein-technicus, Majoor der Diensten", heeft ter zitting van 4 Juni 1952 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat constate que parmi les épreuves à subir par les officiers de pont et les officiers techniciens ne figure pas l'épreuve d'aptitude physique et d'endurance alors qu'elle est exigée des officiers des services.

Il est douteux que la série d'épreuves d'aptitude professionnelle prévue pour les officiers de pont et le stage prévu pour les officiers techniciens puissent s'entendre comme comprenant cette épreuve d'aptitude physique et d'endurance.

Le Conseil d'Etat croit devoir signaler cette lacune qui existe, au moins apparemment, dans le texte proposé.

+
+ +

Le Gouvernement s'est inspiré, pour rédiger les articles 7 et 8 du projet, des dispositions relatives aux examens de major à la force terrestre (articles 8 et 9 de l'arrêté du Régent du 27 mai 1947), à la force aérienne (articles 6 et 7 de l'arrêté du Régent du 26 août 1947) et à la gendarmerie (articles 3 et 4 de l'arrêté du Régent du 19 octobre 1949).

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de prendre pour la force navale des

.../...

dispositions identiques à celles qui existent pour les autres forces, il y a lieu de tenir compte, pour la rédaction des articles 7 et 8 du projet, des modifications qui ont été apportées aux arrêtés relatifs à ces autres forces par les arrêtés du Régent du 14 juillet 1950.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à ces intentions.

+
+ +

Il résulte des articles 5 à 7 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, que l'épreuve linguistique qu'ils règlent doit être réussie pour pouvoir accéder au grade de major et qu'en cas de succès lors de la seconde épreuve "l'intéressé reprend sa place normale pour l'avancement s'il a été momentanément dépassé".

En disposant en son article 10, alinéa 2, que "les officiers qui n'ont pas encore satisfait aux épreuves linguistiques devront y satisfaire au plus tard dans le courant de l'année où ils sont appelés aux épreuves professionnelles", le projet fixe pour le passage de cette épreuve une limite autre que celle prévue par la loi.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu d'omettre cette disposition.

+
+ +

.../...

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX EPREUVES POUR L'ACCESSION
AU GRADE DE CAPITAINE DE CORVETTE, DE CAPITAINE TECH-
NICIEN OU DE MAJOR DES SERVICES, DANS LES CADRES
ACTIFS DE LA FORCE NAVALE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant
l'usage des langues à l'armée, notamment les articles
5 à 7;

Vu la loi du 14 juin 1951 sur la position
et l'avancement des officiers de la force navale,
notamment l'article 16;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la
Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

§ 1er. Les épreuves à subir par les offi-
ciers de pont pour pouvoir accéder au grade de capi-
taine de corvette comprennent :

.../...

- 1° une série d'épreuves sur les connaissances militaires générales requises pour un officier supérieur;
- 2° une série d'épreuves d'aptitude professionnelle;
- 3° la préparation et la défense d'une thèse relative à un sujet naval ou maritime;
- 4° une épreuve de commandement.

§ 2. Pour être admis aux épreuves mentionnées au § 1er, les officiers de pont doivent compter un minimum de six mois de commandement effectif à bord d'une unité dont la classe est déterminée par le Ministre de la Défense nationale.

Article 2.-

Les épreuves à subir par les officiers techniciens pour pouvoir accéder au grade de capitaine technicien comprennent :

- 1° une série d'épreuves sur les connaissances militaires générales requises pour un officier supérieur;
- 2° un stage probatoire de direction d'un atelier ou d'une branche technique;
- 3° la préparation et la défense d'une thèse relative à un sujet de technique supérieure se rapportant à l'une des branches techniques de la force navale.

.../...

Article 3.-

Les épreuves à subir par les officiers des services pour pouvoir accéder au grade de major des services comprennent, au choix du candidat :

1° soit :

- a) l'épreuve de sortie d'un cours comportant deux années d'études à l'école des services financiers de la force terrestre; un examen d'entrée dont le programme est fixé par le Ministre de la Défense nationale détermine les candidats admis à suivre ces cours;
- b) une épreuve d'aptitude physique et d'endurance;

2° soit :

- a) une série d'épreuves sur les connaissances militaires générales requises pour un officier supérieur;
- b) une série d'épreuves sur les connaissances professionnelles requises pour un officier supérieur des services;
- c) une série d'épreuves d'aptitude au commandement à la troupe et à la direction d'une branche administrative;
- d) une épreuve d'aptitude physique et d'endurance.

Article 4.-

Le Ministre de la Défense nationale peut organiser des cours préparatoires à suivre par les candidats; il peut les autoriser à suivre des cours dans une marine de guerre étrangère.

Article 5.-

Le Ministre de la Défense nationale détermine les programmes et les dates d'ouverture et de clôture des cours préparatoires.

Il détermine les programmes des épreuves, les coefficients d'importance et les cotes d'exclusion attachés à chacune d'elles, ainsi que leur organisation.

Article 6.-

Les candidats ne pourront participer aux cours et épreuves que si leurs supérieurs hiérarchiques émettent des avis formels favorables quant à leur aptitude à exercer les fonctions d'officier supérieur.

Le Ministre de la Défense nationale agréé et rejette les candidatures; toutefois, il ne peut les rejeter qu'après avoir pris l'avis du comité d'avancement.

Article 7.-

§ 1er.- Le Ministre de la Défense nationale peut autoriser les candidats qui auront subi un premier échec, à recommencer les épreuves.

Toutefois, il ne peut refuser cette autorisation qu'après avoir pris l'avis du comité d'avancement.

.../...

§ 2. Le candidat major des services qui a subi un échec aux épreuves fixées à l'article 3, 1°, peut être autorisé, dans les conditions fixées au § 1er, à présenter les épreuves fixées à l'article 3, 2°.

Article 8.-

Les épreuves visées au présent arrêté ne constituent qu'un des éléments sur lesquels se base le comité d'avancement pour donner son avis.

La réussite de ces épreuves est une condition nécessaire mais non suffisante pour être promu au grade de capitaine de corvette, capitaine technicien ou major des services.

Article 9.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe le programme de l'épreuve linguistique prévue à l'article 5 de la loi du 30 juillet 1938.

Article 10.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

De Raad van State stelt vast dat de proef voor lichamelijke geschiktheid en uithoudingsvermogen niet voorkomt onder de proeven die de dekkofficieren en de officieren-technici moeten afleggen, ofschoon zij voor de officieren van de diensten is vereist.

Het is immers niet zeker of de reeks van proeven voor beroepsgeschiktheid voor de dekkofficieren en de proeftijd voor de officieren-technici kunnen worden beschouwd als begrijpende die proef voor lichamelijke geschiktheid en uithoudingsvermogen.

De Raad van State meent te moeten wijzen op die leemte, die de voorgestelde tekst tenminste schijnbaar vertoont.

+
+ +

Voor de tekst van de artikelen 7 en 8 heeft de Regering een voorbeeld genomen aan de bepalingen betreffende de examens voor majoor bij de landmacht (artikelen 8 en 9 van het besluit van de Regent van 27 Mei 1947), bij de luchtmacht (artikelen 6 en 7 van het besluit van de Regent van 26 Augustus 1947) en bij de rijkswacht (artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regent van 19 October 1949).

Daar het de bedoeling van de Regering is voor de zeemacht dezelfde bepalingen te laten gelden als voor de andere strijdkrachten, is het voor de redactie van de artikelen 7 en 8 van het ontwerp nodig rekening te houden met de wijzigingen welke in de besluiten betreffende de andere strijdkrachten bij de besluiten van de Regent van 14 Juli 1950 zijn aangebracht

.../...

De Raad van State stelt een tekst voor, die aan deze bedoeling beantwoordt.

+

+

+

Uit de artikelen 5 tot 7 van de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger volgt dat men voor het bij die artikelen geregelde taalexamen moet geslaagd zijn om tot de graad van majoor te kunnen worden benoemd en dat, "indien de belanghebbende in het tweede examen slaagt, hij zijn normale plaats voor de bevordering hernoot, ingeval hij tijdelijk mocht voorbijgestreefd zijn".

Wanneer het ontwerp in artikel 10, tweede lid, bepaalt dat "de officieren die aan de taalproeven niet voldaan hebben, zulks zullen moeten doen in de loop van het jaar, waarin ze voor de beroepsproeven worden opgeroepen", stelt het voor het afleggen van dat examen een andere grens vast dan in de wet is bepaald.

De Raad van State adviseert, die bepaling te schrappen.

+

+

+

Voor het overige zijn bij het ontwerp nog opmerkingen over de vorm te maken; in de hierna voorgestelde tekst is daarmede rekening gehouden :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE EXAMENS EN PROEVEN OM
IN HET ACTIEF KADER VAN DE ZEEMACHT TOT KORVETTENKAPITEIN
KAPITEIN-TECHNICUS OF MAJOOR DER DIENSTEN TE KUNNEN WOR-
DEN BEVORDERD.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEEL,

Gelet op de wet van 30 Juli 1938 betreffende
het gebruik der talen bij het leger, namelijk op de
artikelen 5 tot 7;

Gelet op de wet van 14 Juni 1951 op de stand
en de bevordering van de officieren van de zeemacht,
namelijk op artikel 16;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Lands-
verdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

§ 1. De examens en proeven, door de dekofficiëren af te leggen om tot de graad van korvettenkapitein te kunnen worden bevorderd, omvatten :

- 1° een reeks examens over de algemene militaire kennis, nodig voor een hoofdofficier;
- 2° een reeks proeven voor beroepsgeschiktheid;
- 3° de voorbereiding en de verdediging van een verhandeling over een onderwerp met betrekking tot de marine of de zeevaart;
- 4° een proef in bevelvoering.

§ 2. Om tot de in § 1 bedoelde examens en proeven te worden toegelaten, moeten de dekofficiëren ten minste zes maanden werkelijk bevel hebben gevoerd aan boord van een eenheid, waarvan de Minister van Landsverdediging de klasse bepaalt.

.../...

Artikel 2.-

De examens en proeven, door de officieren-technici af te leggen om tot de graad van kapitein-technicus te kunnen worden bevorderd, omvatten :

- 1° een reeks examens over de algemene militaire kennis, nodig voor een hoofdofficier ;
- 2° een proeftijd als bestuurder van een werkplaats of van een technische afdeling ;
- 3° de voorbereiding en de verdediging van een verhandeling over een onderwerp van hogere techniek, met betrekking tot een der technische takken van de zeemacht

Artikel 3.-

De examens en proeven, door de officieren van de diensten af te leggen om tot de graad van majoor van de diensten te kunnen worden bevorderd, omvatten, naar keuze van de candidaat :

1° ofwel :

- a) het eindexamen van een tweejarige cursus aan de school van de financiële diensten van de landmacht: de tot die cursus toegelaten kandidaten worden aangewezen ingevolge een ingangsexamen, waarvan de Minister van Landsverdediging het programma vaststelt ;
- b) een proef voor lichamelijke geschiktheid en uithoudingsvermogen ;

2° ofwel :

- a) een reeks examens over de algemene militaire kennis nodig voor een hoofdofficier ;

.../...

- b) een reeks examens over de beroepskennis nodig voor een hoofdofficier der diensten ;
- c) een reeks proeven voor geschiktheid tot bevelvoering bij de troep en tot het besturen van een administratieve afdeling ;
- d) een proef voor lichamelijke geschiktheid en uithoudingsvermogen.

Artikel 4.-

De Minister van Landsverdediging kan voorbereidende lessen, die de kandidaten zullen moeten volgen, inrichten; hij kan hun machtiging verlenen om bij een buitenlandse krijgsmarine lessen te volgen.

Artikel 5.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt het programma van de voorbereidende lessen en de data waarop zij aanvangen en eindigen.

Hij bepaalt het programma van de examens en proeven, de aan elk daarvan verbonden waardecijfers en uitsluitingscijfers en de inrichting er van.

Artikel 6.-

De kandidaten mogen aan de lessen, examens en proeven slechts deelnemen zo hun hiërarchische meerderen formeel gunstige adviezen uitbrengen aangaande hun bekwaamheid tot het uitoefenen van de functies van hoofdofficier.

.../...

De Minister van Landsverdediging neemt de candidaturen aan of verwerpt ze; nochtans kan hij ze slechts na inwinning van het advies van het bevorderingscomité verwerpen.

Artikel 7.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging kan aan de kandidaten die een eerste maal niet geslaagd zijn, toelaten de examens en proeven te herbeginnen.

Nochtans kan hij deze toelating slechts na inwinning van het advies van het bevorderingscomité weigeren.

§ 2. De candidaat-majoor van de diensten die niet geslaagd is voor de in artikel 3, 1°, bedoelde examens en proeven kan, onder de in § 1 gestelde voorwaarden, gemachtigd worden om zich aan te melden voor de examens en proeven vermeld in artikel 3, 2°.

Artikel 8.-

De bij dit besluit bedoelde examens en proeven zijn slechts een van de gegevens waarmede het bevorderingscomité rekening houdt om advies uit te brengen.

Het slagen voor die examens en proeven is een der vereisten doch geen voldoende voorwaarde om tot korvettenkapitein, kapitein-technicus of majoor van de diensten te worden bevorderd.

Artikel 9.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt het programma van het taalexamen, bedoeld bij artikel 5 van de wet van 30 Juli 1938.

Artikel 10.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

premier président du
Conseil d'Etat, président
eerste-voorzitter van
de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section
de législation
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling
wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht
van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER.
(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Défense nationale.
ter van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,